

L'économie sociale : un levier pour une croissance inclusive durable de la relance socio-économique dans la région euro-méditerranéenne

Secrétariat du Réseau Euroméditerranéen de l'Économie Sociale (ESMED)

Contribution pour l'événement en ligne de l'UpM
« L'Économie sociale et relance post-pandémique: Défis et perspectives »

26 juin 2020

L'économie sociale représente une part importante du secteur privé de la région euro-méditerranéenne, avec plus de 3,2 millions d'entreprises et d'organisations, employant 15 millions de personnes.

Pendant la pandémie, l'économie sociale a démontré qu'elle est un acteur clé du système économique et social des pays du nord et du sud de la Méditerranée. Les entreprises et organisations de l'économie sociale ont été en première ligne face à la crise sanitaire du COVID-19 et ont su apporter des réponses résilientes, conformément aux valeurs qui régissent leur modèle d'entreprise basé sur une gestion participative, la primauté de la personne sur le capital et la solidarité.

Dès le début de la crise, **l'économie sociale a développé de nombreuses initiatives afin d'atténuer les effets de la pandémie** comme par exemple l'aide à l'achat de matériel de protection (la donation de millions de masques et de gants, l'achat ou le don de respirateurs, etc.), la réalisation de travaux de désinfection et de nettoyage ou encore la mobilisation de bénévoles et de personnel pour distribuer des repas et soigner les personnes en situation de grande vulnérabilité. Elle a également fait don de millions de tonnes d'aliments, a continué à fournir des services sociaux essentiels, également dans l'éducation, et a mis à disposition des lieux d'accueil, comme des hôtels ou des centres sociaux, pour y accueillir le plus grand nombre de personnels soignants, malades ou personnes en situation de risque.

Cette vague de solidarité a mis en exergue l'engagement des entreprises et organisations de l'économie sociale vis-à-vis des personnes fragilisées et de leurs rôles indispensables dans des secteurs essentiels au soutien de l'économie. Ces entreprises et organisations produisent des biens et des services dans des secteurs fondamentaux tels que l'agriculture, la pêche, l'assistance sanitaire, les services sociaux, l'industrie, le nettoyage, le transport, l'électricité, le commerce, la distribution d'eau et l'accès à l'éducation et à la culture. Les institutions financières de l'économie sociale ont pris des mesures pour aider financièrement les entreprises et organisations impactées et ont très vite mis en place des produits financiers appropriés pour pallier les effets du coronavirus afin de ne laisser personne au bord du chemin. Les entreprises d'économie sociale ont su rapidement adapter leurs chaînes de production afin de fournir le matériel de protection nécessaire.

Les organisations représentatives de l'économie sociale et les pouvoirs publics en charge de la promotion de l'économie sociale ont développé des initiatives afin d'informer et de sensibiliser les entreprises et organisations de l'économie sociale sur les mesures de sécurité à adopter.

Les forces de l'économie sociale se sont en somme ajoutées à d'autres, et ont ainsi permis de freiner l'onde de choc de cette pandémie qui a profondément bouleversé les vies de millions d'habitants de la Méditerranée du jour au lendemain. L'économie sociale a également été gravement impactée par la crise. De nombreuses entreprises et organisations ont dû stopper leurs activités suite au confinement, en particulier dans des secteurs comme le commerce, le tourisme, l'éducation, la culture et même les services sociaux, ce qui a aggravé la situation de personnes en risque d'exclusion qui font parties de la population la plus vulnérable touchée par la pandémie.

Pour pallier à cette situation, les organisations représentatives de l'économie sociale travaillent en étroite collaboration avec les administrations publiques pour qu'elles adoptent des mesures permettant aux entreprises de l'économie sociale de disposer des ressources nécessaires au maintien de leurs activités et de leurs emplois. Dans certains pays, ces organisations ont proposé et négocié des mesures avec leurs gouvernements respectifs pour que les plans de relance suite au Covid 19 tiennent compte des spécificités de l'économie sociale et pour garantir que d'autres mesures soient prises pour renforcer ce modèle d'entreprendre. Les gouvernements de certains pays (Espagne, France, Italie, Maroc et Portugal, entre autres) ont créé des cellules de crise dont l'objectif est de renforcer et de servir l'économie sociale. Il y a cependant des pays où l'économie sociale n'a reçu aucun soutien, où elle n'a pas été prise en compte dans les mesures liées à l'emploi, le social, l'économique et le sanitaire pour faire face à la pandémie.

Compte tenu, en outre, que les Ministres de l'Emploi des 43 Etats Membres de l'Union pour la Méditerranée aient reconnu en 2019 l'économie sociale comme façon intelligente de libérer des ressources, créer de l'emploi durable et générer une croissance inclusive dans la région¹ et conformément aux priorités établies par le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée et par les organisations de l'économie sociale², **l'économie sociale devrait être placée au cœur des initiatives pour la relance sociale et économique de la Méditerranée après la pandémie, à travers une initiative ambitieuse**, qui aurait comme objectifs :

- Appliquer dans tous les pays de la région euro-méditerranéenne des mécanismes afin de sauvegarder des emplois et de prémunir les entreprises de l'économie sociale, notamment grâce à des instruments financiers (comme cela a été fait dans plusieurs États) qui permettent l'accès à des garanties et à des fonds selon des conditions privilégiées (taux d'intérêt 0% ou très faible)
- Établir un écosystème financier favorable à l'économie sociale, en renforçant les initiatives existantes, comme COOPMED.
- Intensifier les efforts pour améliorer les compétences numériques et de vente en ligne des produits et services de l'économie sociale et encourager leur développement dans des secteurs émergents et innovants, en cohérence avec les objectifs de l'Agenda 2030, tels que l'économie bleue ou ceux liés à la transition verte, pour s'adapter aux nouvelles perspectives de l'avenir du travail.
- Renforcer les chaînes de valeur entre les entreprises de l'économie sociale grâce à une plus grande coopération commerciale et économique, tant au niveau national qu'euro-méditerranéen.

¹ [Ministerial Declaration of the Union for the Mediterranean \(UfM\) Employment and Labour Ministers \(2-3 April 2019, Cascais - Portugal\)](#)

² [Conclusions and Key Messages UfM Workshop on Social Economy in the MENA region and the Balkans. Barcelona, 5 July 2019](#)

- Promouvoir l'adoption de cadres législatifs qui offrent une protection juridique et favorisent l'élaboration de politiques publiques en faveur de l'économie sociale dans les pays où ils n'existent pas.
- Renforcer les services de conseil aux entrepreneurs de l'économie sociale afin de soutenir les incubateurs, les pôles de développement et les clusters d'économie sociale.
- Continuer à améliorer la capacité de gestion des entreprises et organisations de l'économie sociale et de leurs processus de production au moyen de programmes de formation, d'amélioration des conditions de travail et des niveaux de protection sociale.
- Accroître la visibilité de l'économie sociale, ses valeurs et ses modèles de gestion, en particulier dans l'ensemble des milieux éducatifs, de l'école à l'université et dans les milieux de la formation professionnelle.
- Renforcer le rôle des organisations représentatives de l'économie sociale aux niveaux national et euro-méditerranéen en tant qu'interlocuteurs des pouvoirs publics pour permettre des mesures qui apportent des solutions aux défis qu'elles doivent affronter et pour les intégrer dans les mesures pour la reconstruction économique et sociale de la région euro-méditerranée.

L'économie sociale est un intérêt partagé entre l'Union pour la Méditerranée (UpM) et l'Union européenne. Au deuxième semestre 2021, la Commission européenne présentera son Plan d'action européen pour l'Économie sociale, dont la dimension extérieure devra être un volet important qui pourrait venir encourager la coopération euroméditerranéenne dans le domaine de l'économie sociale.

L'économie sociale du sud et du nord de la Méditerranée a établi des espaces de travail conjoints. En plus des entités, entreprises et organisations de représentation de l'économie sociale dans tous les pays de la région, il existe des réseaux de représentation au niveau euroméditerranéen (ESMED) et de l'Union Européenne (Social Economy Europe). L'économie sociale compte aussi sur des organisations spécialisées en gestion de projets en faveur de l'économie sociale qui ont une expérience reconnue (lesMed ou Diesis), et la Commission Européenne soutient des projets (MedUp!) qui représentent autant d'exemples qui démontrent l'importance de consolider cette coopération.

Plusieurs pays de la région, tels que l'Espagne, la France, le Portugal et la Tunisie, disposent de lois sur l'économie sociale et un projet de loi est en cours d'élaboration au Maroc. Les éléments et les structures nécessaires sont d'ores et déjà présents pour bâtir une initiative visant à renforcer la coopération euroméditerranéenne dans le domaine de l'économie sociale et qui contribue aux plans de relance post pandémie de l'UpM et de ses membres et de l'Union européenne.

Plus d'informations sur les initiatives et expériences sur l'action de l'économie sociale face à la crise du COVID-19: <http://esmednetwork.blogspot.com/2020/06/good-practices-and-initiatives-of.html>